

LA GESTION DU RELIGIEUX : VERS UNE GOUVERNANCE MULTI-NIVEAUX ?
// RELIGIOUS REGULATION : TOWARDS A MULTI-LEVEL GOVERNANCE ?

Bérengère MASSIGNON
(GSRL, France)
bemassignon@hotmail.com

Sabrina PASTORELLI
(GSRL, France)
s.pastorelli@free.fr

Croisements et entrecroisements de la régulation du religieux en RFA / *The Federal Republic of Germany: an intertwined regulation of religion*

TOSCER-ANGOT, Sylvie (Université Paris 12, GSRL, Paris)
sylvie.angot@tele2.fr

En vertu du principe de subsidiarité qui régit le fédéralisme, les questions religieuses relèvent en Allemagne de la compétence des *Länder*. Dans le contexte actuel du pluralisme religieux, il n'est pas rare de voir les acteurs publics locaux entrer en conflit avec les autorités fédérales, ou les acteurs politiques avec les acteurs judiciaires, que ce soit sur la question de l'enseignement religieux, de l'institutionnalisation de l'islam, etc. La Loi scolaire du Brandebourg de 1996 prévoyant l'introduction d'un nouveau cours intitulé « Formation à la vie, éthique, culture religieuse » (LER) à la place du cours traditionnel de religion dans les écoles publiques - alors même que l'enseignement religieux est inscrit à l'art. 7 §3 de la Loi fondamentale - et les recours intentés devant la Cour constitutionnelle de Karlsruhe qui s'ensuivirent en sont un exemple. On peut également citer le jugement du Tribunal Administratif de Berlin, qui a conféré en 1998 à la Fédération Islamique de Berlin (Islamische Föderation Berlin e.v.) le statut de *communauté religieuse*, permettant ainsi à cette dernière d'obtenir ce que les autorités politiques lui refusaient, c'est-à-dire des cours de religion islamique dans les écoles publiques. A travers ces exemples, et principalement à travers la question de l'enseignement religieux, on tentera de mettre en évidence comment s'articulent les différentes instances de régulation du religieux, en montrant notamment que dans bien des cas les autorités politiques refusent aux individus ce qui est accordé par les juges au nom du respect des droits individuels et de la liberté religieuse.

The federal states (Länder) in Germany are in charge of religious affairs. Presently the public actors at the local or regional levels come more and more often into conflict with the federal authorities or the political actors with the legal authorities on issues like religious education or the institutionalisation of Islam, etc. A good illustration is the Brandenburg Schools Act passed in 1996 and planning to introduce a new course L-E-R (Life-Conduct - Ethics - Religion) instead of the traditional religious education in the state schools, although religious education is defined as an ordinary school subject in Article 7 of the Basic Law. Another example could be the judgment of Berlin's administrative Appeal Court ruling in 1998 that the Islamic Federation of Berlin (Islamische Föderation Berlin e.v.) must be regarded as a religious community and may therefore offer classes in Islamic religion in Berlin schools, contrary to the position of Berlin's government. These questions will be addressed by analysing issues like religious education and by showing the working of the different levels of religious regulation.

Individual and Collective Religious Freedom: between National and Local Regulation in Italy / *La liberté religieuse individuelle et collective: entre régulation nationale et locale, en Italie*

MILANI, Daniela (Università degli Studi di Milano)
daniela.milani@unimi.it

Italy has recently and quickly turned from an emigration centre into a country which attracts considerable flows of immigrants. Besides existing issues such as the opening of worshiping places by religious affiliations other than the Catholic one, Italy is now experiencing all the typical contradictions of a society which have to manage cultural and religious differences. The current situation is favoured by the phenomenon of globalization and by relevant economic uncertainties. These matters are dealt both by the State and by the local authorities, each one according to their own competences. The result is a multiplicity of answers and solutions which reflect different understandings, strategies and political opinions concerning individual and collective religious needs. This paper aims, on one hand, at defining how State and local authorities cope with religious issues; on the other hand, it examines concrete solutions adopted at national and local level to face specific problems with the purpose to suggest some possible tools to deal with the religious needs of Italian society.

Durant ces dernières années, l'Italie s'est rapidement transformée de centre d'émigration en pays attirant de considérables flux de migrants. En plus de la question courante de l'ouverture de lieux de culte pour des confessions religieuses autre que l'Eglise catholique, l'Italie fait l'expérience de toutes les contradictions typiques des sociétés qui doivent gérer les différences culturelles et religieuses. Cette situation est favorisée par la globalisation des marchés et certaines incertitudes économiques. Ces questions sont gérées aussi bien par l'État que par les autorités locales, chacun selon ses compétences propres. Il en résulte une pluralité de réponses et de solutions, qui reflètent différentes sensibilités, stratégies et visions politiques définies en réponse aux besoins religieux individuels et collectifs. Ma communication vise, d'une part, à préciser les marges d'intervention de l'État et des organismes locaux en matière de problèmes religieux. Il vise, d'autre part, à examiner les solutions concrètes adoptées sur le plan local et national et suggère d'éventuels instruments pour répondre aux besoins religieux de la société italienne.

Les politiques religieuses locales en France : quelle marge de manœuvre pour les collectivités territoriales ? / *French local religious policies: which autonomy for local authorities?*

TAWIL, Emmanuel (Maître de conférences à l'Université Paris II, Centre d'études constitutionnelles et politiques)
emmanuel.tawil@wanadoo.fr

L'approfondissement de l'autonomie des collectivités locales a de profondes conséquences en Droit des cultes en France. D'un point de vue strictement juridique, cette autonomie peut sembler limitée, parce que la Constitution française est considérée comme prohibant les

distinctions territoriales en matière de libertés publiques. La conséquence serait que les questions religieuses devraient normalement relever de l'Etat seul. Mais en pratique, les politiques religieuses locales existent déjà, et une liberté plus grande encore sera laissée aux collectivités locales si les propositions de la Commission Machelon devaient être suivies. La principale question à régler sera la coordination des différents niveaux de décisions.

The development of the local community autonomy has deep consequences in the State Law on Religions in France. From a strictly juridical point of view, this autonomy could seem limited, because the French Constitution is frequently considered by the Constitutional Council as prohibiting territorial distinctions. As a consequence, religious matters should normally be considered as a State matter. But in practice, local religious policies still exist and a more important liberty may be given if the propositions of the Machelon's Commission were followed by both Government and Parliament. The main issue is to organize the various levels of decision.

**The emergence of religious management new spaces: the role of interfaith groups /
L'émergence des nouvelles espaces de gestion du religieux : le rôle des groups
interreligieux**

GRIERA LLONCH, Maria del Mar (Universitat Autònoma de Barcelona)
Mariadelmar.griera@uab.es

Historically, in Spain, religious management policies have been undertaken and totally controlled by the state. In addition, from democratic transition to early nineties, state religious management has been focalised on shaping the relationship between Catholic Church and political institutions. However, the emergence of new religious groups as well as the spreading of new discourses related to the importance of the cultural and religious management have performed the political agenda on religious issues (breaking the ancient dichotomy between clericalism and anticlericalism) and have generated new challenges on religious management. Thus, religious management has gained a notably influence on the low political levels at the same time that new actors (governmental and non-governmental) are playing an increasingly crucial role in the definition and implementation of religious policies. This presentation seeks to analyse the emergence of new spaces of religious management as well as the influence of interfaith organizations (above all, Unesco Associations) in the configuration and development of local and regional policies on religious issues. The presentation is based on fieldwork carried out in Catalonia (among Catalan Government, local councils and interfaith organizations).

Historiquement, en Espagne, la gestion religieuse a été contrôlée entièrement par l'État. En plus, depuis la transition démocratique et jusqu'au début des années 1990, la gestion de la religion par l'État avait comme but de définir et de modeler la relation entre l'Eglise Catholique et les institutions politiques. De toute façon, l'apparition de la diversité religieuse et des nouveaux discours sur l'importance de la gestion du culturel et du religieux ont provoqué une transformation de l'agenda politique pour tout ce qui concerne la question de la religion. De cette manière, l'ancienne dichotomie entre l'Eglise Catholique et les secteurs anticléricaux (qui a été définie par l'histoire de l'Espagne et le modèle de gestion religieuse pendant beaucoup d'années) a été remplacée par un amalgame de différentes positions politiques sur le sujet, par l'irruption des nouveaux acteurs (gouvernementaux et non-gouvernementaux) et par la création des nouveaux espaces politiques de gestion de la

religion (principalement au niveau régional et local). Dans cette présentation, on analysera l'émergence des nouveaux espaces politiques et l'influence que les acteurs non-gouvernementaux (spécialement les groupes interreligieux et les associations Unesco de dialogue interreligieux) ont sur la configuration et le développement des politiques locales et régionales concernant la question religieuse. Cette présentation se base sur un terrain mené en Catalogne au sein du gouvernement Catalan, dans différentes mairies de villes de taille moyenne et parmi les acteurs interreligieux.

L'articulation entre les dimensions nationales et européenne d'appréhension du religieux : l'exemple des mobilisations autour de la controverse sur la mention des racines chrétiennes de l'Europe dans la Constitution européenne/ *Religious perceptions at a crossroad between national and European levels: the case of mobilizations about the controversy over the mention of "Christian roots of Europe" in the European Constitution*

RIVA, Virginie (CRPS-Paris1)
virginieriva@hotmail.com

Le récent débat sur les racines chrétiennes de l'Europe peut permettre d'illustrer l'articulation entre niveau européen et national de gestion du religieux dans sa dimension symbolique. Par une perspective comparative entre la France, la Belgique et l'Italie, nous pensons pouvoir éclairer l'articulation conflictuelle entre identité nationale/européenne et surtout la place de la religion et de la mémoire chrétienne en leur sein. Parallèlement à l'instauration d'une nouvelle citoyenneté, l'intégration européenne repose en effet la question des rapports entre Etat/société civile/religion à chaque Etat membre, avec une place accordée aux Eglises, une reconnaissance sociale de la religion qui vient bouleverser les équations identitaires nationales. A la fin de la décennie quatre vingt-dix, la construction européenne est en effet guidée par un nouveau référentiel censé enrayer la dénonciation du « déficit démocratique » des institutions de l'Union européenne : la gouvernance, nouveau référentiel qui inclut la contribution des Eglises. Se concentrant sur les acteurs, leurs ressources et leurs revendications dans le débat, nous verrons comment la notion de gouvernance, normative pour l'Union européenne, peut aussi être réappropriée dans un discours d'acteur pour légitimer une cause.

The recent debate about the European Christian roots can illustrate the intertwining between European and national level of religious regulation with regard to its symbolic dimension. We think we can highlight the conflictual intertwining between national and European identity and the place for religion and Christian memory in these from a comparative perspective between three countries that are France, Belgium and Italy. While creating a new citizenship, the European integration renews the issue of the rapports between State/Civil society/religion for each state member when at the same time either the social utility of religion as the place of the Churches are changing the identitary national equation. At the end of the nineties the European construction is thus driven by a new referent – the governance - which is supposed to check the denunciation of the democratic deficit of the institutions of the European Union. This referent includes the participation of the Churches. By focusing on the actors, their resources and their claims in the debate we will suggest how the normative notion of governance in the discourse of the European Union can also be reappropriated in the discourse of the actors in order to legitimate a cause.

Réactions nationales à l'action du Rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté de religion ou de conviction, tentative de typologie/ *National Reactions to the action of the Special Rapporteur on freedom of religion or belief: Attempt of typology*

CHELINI Blandine (Laboratoire Droit et Mutations Sociales, Université Paul Cézanne, Aix-en-Provence)

blandise.pont@tiscali.fr

Depuis plusieurs années, le Rapporteur Spécial de l'Onu sur la liberté de religion ou de conviction oriente ses activités vers une veille générale des violations des droits de l'homme en matière de liberté confessionnelle ou convictionnelle et publie à côté de ses rapports annuels, des compte-rendus de ses différentes missions dans des pays spécifiques. Après avoir présenté la philosophie de cette institution sur le sujet, nous questionnerons sa méthode de travail, son rôle de médiatisation et de médiation, et ses résultats en termes de changements légaux et/ou même son influence sur les opinions publiques nationales. Le choix même des rapporteurs, l'actuel et le précédent, issus du monde musulman a-t-il une incidence sur la crédibilité de l'institution. Quels sont les réseaux que le Rapporteur utilise dans les gouvernements, les acteurs de la société civile, etc... Cette recherche sera comparative, pour tenter de classer les « réactions » nationales à cette veille renforcée selon les continents, avec une attention particulière pour la France, comme exemple européen. La fréquence ou l'absence de certains pays dans cette veille ont-elles un sens particulier et si oui, quel est-il ?

For several years, the Special Rapporteur of UNO on the freedom of religion or conviction has directed his activities towards a general supervision of human rights violations concerning religious freedom and publishes, beside his annual reports, national reports from his numerous missions in specific countries. After having presented the philosophy of this institution on the topic of religious freedom, we will question his working method, its role of mediatization and mediation, and its results in terms of legal changes and/or even its influence on the national public opinions. How does the choice of the rapporteurs, the current one as the precedent, originated from the Muslim world affect its credibility? Which are the networks used by the Rapporteur inside the governments, which actors of the civil society, etc? This research will be comparative, and will try to classify the national "reactions" to this supervision, through the continents, with a special attention for France, as a European example. Is the frequency or the absence of certain countries in this supervision relevant, and if so, of what?

“Sorge um die Seele.” Religious Techniques and the Incorporation of Islam in Germany // « Sorge um die Seele ». Techniques religieuses et incorporation de l'islam en Allemagne

THERIAULT, Barbara (Université de Montréal)

barbara.theriault@umontreal.ca

If one of the assumptions underlying sociology of religion is that religion's influence pervades even in the most secularized societies, we generally do not agree on how to grapple with its manifestations. In this paper, i) I argue that it is possible to delineate *techniques* which—although they are secular in character—are rooted in religious traditions. ii) Drawing on fieldwork, I sketch techniques used to incorporate Muslim candidates within police departments in Germany. iii) The techniques used by police recruitment officers, it is argued, point to a pastoral “care of the soul,” which is more reminiscent of a form of Culture-

Protestantism than managerial techniques typically used by civil servants. Outlining an ideal-type of the pastoral care of the soul (*kulturprotestantische Seelsorge*) sheds light on a technique for dealing with the other and, as such, might be a good lead to understand the incorporation of minorities in Germany as well as the obstinate character conferred on the mastering of language in public debates on “integration.”

*Si un des fondements de la sociologie des religions est que la religion exerce une influence qui se manifeste même dans les sociétés les plus sécularisées, les praticiens de la discipline ne s'accordent généralement pas sur l'étude de ces manifestations. Dans cette communication, i) je soutiens que l'on peut discerner des techniques qui —bien qu'elles aient un caractère séculier— sont ancrées dans des traditions religieuses. ii) M'appuyant sur une étude en cours, j'esquisse des techniques utilisées pour incorporer des candidats musulmans à l'intérieur de services policiers en Allemagne. iii) J'argumente que l'étude des pratiques des agents de recrutement policiers témoigne d'une « cure des âmes » qui fait davantage écho à une forme de protestantisme culturel qu'aux techniques managériales des administrateurs d'un service public. La présentation de l'idéaltype de la cure des âmes (*kulturprotestantische Seelsorge*) met en lumière une technique de gestion de l'autre qui, il est à penser, nous permet une meilleure compréhension de l'incorporation des minorités en Allemagne et du caractère obstiné qu'occupe la maîtrise de la langue dans les débats publics touchant à « l'intégration ».*

Dieu fait-il partie de l'acquis communautaire ? Enjeux institutionnels et lien social / Is God Part of the “Acquis Communautaire”? Institutional Dimensions and Social communication

FORET, F. (Université Libre de Bruxelles)
fforet@ulb.ac.be

La démocratie participative européenne postule des communications sociales neutres, rationnelles et égalitaires. La dimension religieuse questionne chacun de ces paramètres par sa normativité. La place de la religion dans les dispositifs délibératifs de l'UE, dans les formes d'engagement politique et dans les médias éclaire les dynamiques à l'œuvre.

European participative democracy postulates neutral, rational and egalitarian social communications. The normative religious dimension questions each of these parameters. The place of religion in the deliberative settings of the EU, in forms of political participation and in media highlights the dynamics at work.